

Résumé Exécutif



RASA/AROA

RAPPORT ALTERNATIF SUR L'AFRIQUE

© 2018 **RASA/AROA**

© Juillet 2018 - RASA/AROA

Citation : *Numéro zéro. Un rapport pour l'Afrique et par l'Afrique*
Dakar, Sénégal, Juin 2018,

Responsable de la publication : Secrétariat permanent RASA

Équipe de rédaction : Dr Cheikh Guèye, Pr Abdourahmane Ndiaye, Moussa Mbaye

Ont contribué à ce Numéro Zéro du RASA :

Pr Samir Amin, Pr Adébayo Olukoshi, Dr Muhammad Bâ, Pr Malika Benradi,
Pr Patrick Bond, Dr Ted Boulou, Falilou Mbacké Cissé,
Hameda Deedat, Dr Mariteuw Chimère Diaw, Dr Cheikh Tidiane Dièye,
Joomay Ndongo Faye, Dr. Cheikh Guèye, Pr John Igué, Aliou Kane,
Moussa Mbaye, Pr Abdourahmane Ndiaye, Dr Amadou Ndiaye,
Pr Anthony Obeng, Pr. Sylvestre Ouedraogo, Pr Alioune Sall,
Pr Babaly Sall, Dr Ebrima Sall, Aldiouma Sow, Pr Chérif Salif Sy,
Dr Ndongo Samba Sylla, Riaz Tayob, Dr Maréma Touré, Dr Gilles Yabi

Infographe-Design : Alassane Diop

Photos : RASA

ISBN 978-9938-882-42-1 (imprimé) **ISBN** 978-9938-882-45-2 (électronique)

Rapport disponible auprès de RASA-AFRICA S/C d'ENDA TIERS MONDE :
Complexe SICAP-Point E - Avenue Cheikh Anta Diop

BP : 3370 - DAKAR (Sénégal)

Tél. : +221 33 869 99 61

+221 33 869 99 48

Email : sp@rasa-africa.org - cheikh@endatiersmonde.org

Web : www.rasa-africa.org.

Rapport Alternatif Sur l'Afrique (RASA)



Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des institutions initiatrices du Rapport Alternatif sur l'Afrique, de leur Conseil d'administration ou des pays qu'il représente. Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer ce matériau pour votre propre usage, et inclure les extraits de cette publication dans vos propres documents, présentations, blogs, sites Web, réseaux sociaux et matériaux pédagogiques, pour autant que les institutions initiatrices comme étant la source et les titulaires du droit d'auteur.



Résumé exécutif

L'Afrique est considérée d'un côté par la communauté internationale à la fois comme un puits de ressources naturelles, un maillon faible des réseaux de pouvoir qui décident le monde et le partenaire éternellement assisté. D'un autre côté, elle doit faire face à ses afro pessimistes de l'intérieur ou de sa diaspora qui multiplient arguments culturels, psychologiques, sociaux expliquant un soi-disant refus du développement¹ pour mieux confiner le continent dans les cercles vicieux de la pauvreté même si récemment, les institutions internationales et de plus en plus de médias occidentaux émettent un discours plus positif sur les progrès du continent, ses taux de croissance dans un contexte de crise économique mondiale et ses avantages comparatifs, celui-ci reste néanmoins teinté de condescendance et frappé de doutes.

Les intellectuels, activistes et citoyens rassemblés autour du Rapport Alternatif Sur l'Afrique ont l'ambition de renverser les visions misérabilistes et economicistes véhiculées sur l'Afrique. Le RASA se veut une initiative essentielle de réparation-correction de la démarche méthodologique, des domaines et enjeux adressés, d'approfondissement et de diversification des indicateurs et de la mesure, mais surtout un lieu de renversement philosophique et idéologique des analyses sur l'Afrique.

Une approche autocentrée s'appuyant sur une industrialisation systémique et une souveraineté sur les ressources et les moyens

de production est la réponse à l'ancrage d'un ordre dans lequel l'Afrique est dépendante, assignée à une fonction périphérique dans un système qui se reproduit par un contrôle systématique des ressources stratégiques que sont les finances, les ressources naturelles, les armes de destruction massive, la science et la technologie, les médias et la communication, les « cinq monopoles » qui constituent le cœur de ce système. Le discours actuel sur l'émergence renvoie à une vision positive de rattrapage, de transformation et de croissance dans la compétition.

1 Olivier Sagna, 2011, « Les télécentres privés du Sénégal », Les cahiers de NETSUDS [En ligne], Accès aux nouvelles technologies en Afrique et en Asie, URL : <http://revues.mshparisnord.org/netsuds/index.php?id=271>.

La transformation structurelle, entendue au sens très large, est une somme de mutations économiques, institutionnelles et structurelles ayant contribué à accélérer les processus d'insertion des pays dans l'économie mondiale. Ce mode d'insertion à l'économie mondiale sur-intègre les secteurs exposés (d'exportation) et sur-exclut les secteurs abrités, tournés vers les besoins des marchés intérieurs. Ce qui montre que l'approche de l'émergence telle que pratiquée est une nouvelle modalité d'application du syndrome de la petite économie ouverte, socle des plans d'ajustement structurel des années 1980. La croissance est bien là, mais elle creuse les inégalités, exclut les populations vulnérables et surexploite les ressources naturelles.

Les rapports sur l'Afrique, principaux miroirs de la vision dominante du développement

Le développement analysé et suivi dans les rapports classiques est un domaine dans lequel l'information fonde l'image des pays et leur attractivité qui sont présentées comme essentielles dans un contexte de dépendance exacerbée aux marchés et aux règles économiques internationales. Les rapports et classements internationaux consacrés à l'Afrique, véhiculent une logique d'extraversion économique et de gouvernance mondialisée qui distribue des bons et mauvais points que les pays du Sud et les pays africains en particulier subissent.

Ces rapports attendus inspirent de la crainte, suscitent des réactions positives et négatives, influencent l'espace politique, économique et social des pays africains et contribuent à infléchir les politiques et les stratégies des États et des gouvernements.

Mais les rapports sur l'Afrique reflètent surtout un économisme universaliste et linéaire qui enserme les pays dans des lois qui les dépassent (OMC) et standardise les indicateurs de mesure des progrès de leurs peuples.

Mais progrès pour qui et vers où ? Quels sens donner au développement à partir d'un prisme africain ? De quelle(s) Afrique(s) parle-t-on ? Quels sont les principes directeurs d'un progrès économique et social ? Quels sont ceux du bonheur des Africains à partir desquels il est pertinent de mesurer les avancées ?

L'urgence d'une affirmation autonome d'une centralité africaine dans le discours sur l'Afrique est donc là. La valeur ajoutée du Rapport Alternatif sur l'Afrique est de contribuer à renforcer cette autonomie et cette capacité à penser l'avenir des sociétés et pays africains en

définissant des principes et des instruments de mesure de leurs progrès et à contribuer à renverser les paradigmes paralysants ancrés dans les individus, les groupes et les institutions africains.

L'opportunité semble offerte, dans ce moment de « redistribution des cartes », de remise en cause des anciennes hégémonies et d'émergence de nouvelles légitimités, de positionner l'Afrique différemment du passé, comme un acteur respecté, ayant une vision de son futur, conscient de sa dignité et travaillant en conséquence sur ses forces comme sur ses faiblesses.

Pour ces rapports, c'est le moment de l'Afrique. Le curseur se place aujourd'hui sur les progrès portés par les dynamiques actuelles du continent. Depuis une génération, les perspectives d'avenir sont décrites comme prometteuses et positives. Les économies africaines croissent de 5 % l'an depuis 10 ans et plus de 6 % depuis trois ans. Au-delà de 8 %, cette croissance devrait commencer à impacter sensiblement les fabriques de la pauvreté pour rendre les dynamiques de développement et les progrès sociaux durables.

Six des 10 pays qui ont les plus forts taux de croissance se situent en Afrique². En 2017, la croissance du PIB réel reste constante, portée par les investissements publics, la forte demande intérieure de biens et la vigueur du secteur des services.

L'Afrique semble ainsi devenue la « nouvelle frontière » normative du monde, le continent qui attire les regards, suscite l'espoir de la planète de la voir insuffler une nouvelle dynamique, de nouvelles valeurs.

Entre les deux visions optimiste et pessimiste et les projections de l'Afrique dans l'espace politique et économique mondial, la réalité est sans doute plus complexe et souvent loin de ses caricatures surreprésentées dans les médias internationaux et les institutions tenues et soutenues par la communauté internationale.

2 Comment analyser la croissance en Afrique dans ce contexte de forte circulation des investissements directs étrangers (IDE) des pays émergents sur le continent et notamment la Chine et l'Inde ? En 2015, le président chinois Xi Jinping avait annoncé, lors d'un sommet à Johannesburg, un plan pour injecter 60 milliards de dollars dans des projets de développement en Afrique, afin, selon lui, de doper l'agriculture, de construire des routes, des ports, des voies ferrées et d'annuler des dettes. Ces investissements sont source de croissance, tandis que les rapatriements de bénéficiaires et l'effet démographique font que les revenus réels par habitant se dégradent.

Est-ce la situation qui change ou est-ce le regard qui évolue ? Mais surtout, n'est-il pas temps de mettre le focus sur comment les Africains eux-mêmes ressentent-ils les progrès qui leur sont attribués et comment construisent-ils leur devenir dans ce nouveau contexte où les repères épistémologiques ont bougé ? L'Afrique et les Africains ne doivent-ils pas construire leurs propres instruments de mesure de leurs progrès et de leurs défis à partir des valeurs et réalités qui leur sont propres ?

De la re-conceptualisation du « développement » par l'Afrique et pour l'Afrique

Le « Développement » est le concept sacralisé pour catégoriser le monde selon des indicateurs économiques définis sur la base des réalités des pays d'Europe et d'Amérique du nord pour rendre compte de leur état « d'avancement » et du « retard » des autres dans leur marche vers le progrès social. Il reproduit le schéma « centre-périphérie » ou « évolué-attardé » qui a structuré les relations coloniales et post-coloniales. Le dispositif conceptuel s'est diversifié générant des politiques et des stratégies alignées sur les mêmes principes et les mêmes intérêts : « ajustement structurel », « lutte contre la pauvreté », « Objectifs du Millénaire pour le Développement », « Document stratégique de réduction de la pauvreté », voire des acceptions plus « subtiles » comme « Émergence », « Transformation structurelle de l'économie », qui pourtant signifient et incarnent la continuité des logiques de domination et d'exploitation de l'Afrique.

Le développement ne peut se traiter et se mesurer dans l'abstrait, puisque chaque situation locale est particulière et ne peut guère être traitée par des procédures générales et des divagations chiffrées aussi dérisoires que bien d'autres. Il ne peut demeurer le mythe d'une occidentalisation achevée du monde vers l'uniformité culturelle et l'effacement des spécificités.

Il ne peut non plus construire un ordre mondial dans lequel la réflexion propre et la liberté de pensée s'annihilent devant une exemplarité unilatérale et prédéfinie qui porte au pinacle l'économie de marché, la « raison moderne universelle », l'individualisme, la prédation des ressources, etc. Le concept de « développement » est une illusion voire un piège épistémologique, puisque l'Afrique n'a pas de « retard » à rattraper ; et que ce dont souffre réellement l'Afrique, n'est pas le « sous-développement » économique ou la faiblesse du niveau de revenu par habitant mais plutôt son incapacité à s'analyser elle-même par des

catégories qui lui sont propres et à produire « ses propres métaphores du futur ».

Les paradigmes dominants du développement ont présenté la croissance comme l'objectif indépassable permettant d'obtenir le bien-être des populations et tirant sa légitimité de l'effet de percolation de Simon Kuznets. Cependant, dans le monde, les contradictions se sont accentuées, élargissant le fossé entre opulence et misère, entre haute technologie et famine, entre mondialisation des marchés et marginalisation sociale, entre exploitation et accaparement croissant des ressources. Ces modèles de développement ont conduit à l'appauvrissement et au désespoir de milliards d'êtres humains, notamment en Afrique. Les logiques de sur-intégration et de sur-exclusion qui les sous-tendent, répondant à l'injonction mondialiste, ont exacerbé l'opposition local/global.

Les rapports classiques, réalisés pour rendre compte d'un modèle de production, d'échange et de consommation qui favorise la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains d'une oligarchie, néglige la souveraineté des peuples, ruine des économies locales et cause des catastrophes environnementales telles que le réchauffement climatique et la perte de la biodiversité.

Ces rapports sont des lieux de classement et de projection des mesures faites à partir d'indicateurs quantitatifs qui ont désormais montré toutes leurs limites méthodologiques et normatives. Les insuffisances du mythe « Produit Intérieur Brut » comme objet de mesure des progrès matériels ont poussé les institutions internationales à lui associer de nouveaux critères comme l'insécurité, les inégalités, l'exclusion et par l'Indice de Développement Humain (PNUD) qui combine l'estimation du pouvoir d'achat, du niveau d'instruction et de l'espérance de vie, tout en se définissant comme un processus qui permet à des populations entières de passer d'un état de précarité extrême, une insécurité qui touche tous les aspects de leur vie quotidienne (alimentaire, politique, sanitaire...) à des sociétés de sécurité, où les Hommes ne se demandent pas chaque jour ce qu'ils vont manger le lendemain, peuvent surmonter les caprices de la nature (...), vaincre la maladie, vivre dans des conditions décentes, avoir la possibilité d'exprimer leurs opinions et entreprendre librement pour améliorer leur propre sort et celui de leur famille.

L'Afrique continue d'être mal mesurée, mal présentée et mal représentée par elle-même, et les autres.

Les systèmes statistiques ne sont pas en bon ordre là où ils existent. Il n'y a pas de bases de données fiables ni sur le développement ni sur la démographie, encore moins sur d'autres dimensions propres à la vie des Africains. L'écart reste important entre les données produites et les réalités des populations, entre les indicateurs théoriques et les situations et pratiques réelles.

Un défi méthodologique, idéologique et stratégique

Le Rapport Alternatif sur l'Afrique est une initiative structurante pour de nouveaux jalons vers la décolonisation complète de nos esprits, de nos économies et la reconquête de notre souveraineté.

Le Rapport Alternatif, ne se veut pas une réaction, mais l'affirmation et l'éclairage sur d'autres voies de transformation positive déjà à l'œuvre dans les dynamiques réelles. Il est alternatif aussi parce que conjuguant savoirs experts et savoirs d'expérience et donnant la parole à des acteurs authentiques habituellement invisibilisés et disqualifiés.

Le RASA doit permettre d'établir des processus ouverts de production et d'appropriation de connaissances sur l'Afrique qui constituent des leviers de changement vers le retour à un désir d'avenir et l'envie d'arriver à un projet commun.

La philosophie du Rapport Alternatif est donc claire. Il se singularise dans le kaléidoscope des rapports sur l'Afrique à la fois dans son contenu et dans sa démarche d'élaboration. Son objectif est d'informer, de générer et de partager de la connaissance, de motiver ceux qui veulent transformer l'Afrique. C'est un instrument qui permet d'orienter l'action.

Le RASA est l'espace de rencontres entre intellectuels, activistes et citoyens qui sont appelés à contribuer à sa production pour refléter la complexité et la diversité des acteurs qui font le continent autrement. Il constitue un lieu d'expression convergente et contradictoire, des analyses et lectures de tous les Africains soucieux de recentrer une pensée authentique et souveraine africaine et de la projeter dans l'espace du monde.

Les acteurs rassemblés par le RASA, en tant que vigies et activateurs d'un nouveau souffle africain, donneront dans ce numéro zéro les lignes directrices de leur philosophie et leur vision de l'Afrique dans un monde en pleine accélération.



Cette Afrique présentée ici est celle dont les narrations sont souvent anecdotiques dans les rapports classiques. C'est cette Afrique réhabilitée sans concession dont le récit sera fait dans le RASA.

Ses initiateurs³ ont bâti un partenariat avec des institutions de recherche, des think tanks, des organisations non gouvernementales et citoyennes, des sociétés privées et publiques, des initiatives similaires, des personnalités africaines et de la diaspora, etc. afin de se doter de capacités soutenues de réalisation de produits qui reflètent la sensibilité et le vécu des Africains dans les différents milieux.

Dans le temps même donc où la pertinence et la valeur ajoutée d'un tel Rapport Alternatif sont établies, se posent des questions primordiales concernant son orientation. Où porter le regard pour voir les changements à l'œuvre dans une Afrique plurielle et un monde complexe ? Quels seraient les enjeux africains spécifiques ? Quelles sont les unités de mesure et indicateurs pertinents ? Comment situer l'Afrique par rapport au reste du monde ? Quelle est la place des acteurs populaires dans le processus de production des connaissances, à côté des autres parties prenantes ?

Pour le RASA, il est nécessaire de suivre un cadre de référence qui met le citoyen africain au centre de la perspective de progrès économique et social, de sortir du mimétisme dans la trajectoire de développement, de repenser le monde global à partir des savoirs locaux et endogènes, enracinés dans la culture, dans la richesse de l'hétérogénéité et de la diversité des Afriques ; Il doit être une composante de la mouvance de récupération de son histoire, et de décolonisation de sa pensée, une voix analytique africaine vers l'Afrique et par l'Afrique.

Ce qui est alternatif, c'est aussi ce qui fait voir les moteurs cachés des évolutions positives et négatives de l'Afrique.

C'est ce qui montre comment les Africains malgré tout se posent comme responsables de leur sort et de leur avenir, et s'évertuent à (se) créer une nouvelle réalité. Davantage, le RASA doit refléter une lecture idéologique et systémique différente. Plus précisément, il se doit de :

- bâtir une définition du progrès de l'Afrique et des Africains plus proches de leurs cosmogonies et visions du monde, de leurs réalités et de leurs pratiques ;

3 Olivier Sagna, 2011, « Les télécentres privés du Sénégal », Les cahiers de NETSUDS [En ligne], Accès aux nouvelles technologies en Afrique et en Asie, URL : <http://revues.mshparisnord.org/netsuds/index.php?id=271>.

- rendre compte des évolutions et transformations sociétales, économiques, culturelles, religieuses, politiques, environnementales qui donnent une autre idée de l'Afrique qui est en train de se construire et qui échappent de fait aux indicateurs conventionnels du développement et du bien-être ;
- refléter la vision prospective des Africains et l'évolution de leur(s) pensée(s) sur l'Afrique et le monde ;
- donner la parole aux citoyens et acteurs africains dans la production d'un rapport qui innove dans sa méthodologie d'élaboration par la mise en place d'une plateforme de production de connaissances et d'informations combinant des sources scientifiques, communautaires, citoyennes et populaires.

Axes théoriques et empiriques principaux

Le Rapport est bâti sur cinq axes thématiques travaillés selon une approche multidisciplinaire.

Le premier axe thématique, intitulé « **Afrique : de l'abstraction conceptuelle aux réalités diverses des Africains** », montre que l'Afrique est à la fois un concept inventé et moulé dans diverses formes représentatives et une réalité puissante dans sa géographie, son histoire, sa démographie et ses spécificités culturelles, sociales, économiques et politiques. Pourtant son image d'unité réelle ou supposée se perpétue sans pouvoir inhiber une diversité extrême, devenue un de ses marqueurs les plus visibles. Dans ce premier axe thématique, les auteurs du Rapport explorent le système de connaissance sur l'Afrique, ses différentes composantes et sur l'africanité des Africains et de ceux qui vivent l'Afrique du dehors. Ils interrogent également **l'Afrique et sa diaspora dans leurs articulations passées et futures**, en cherchant à définir les frontières de l'Afrique non pas à partir de sa géographie ou de ses cultures mais plutôt depuis une revendication d'appartenance ou une histoire commune.

Cet axe thématique postule que les relations des peuples d'Afrique avec ceux de la diaspora doivent constituer un domaine d'intérêt tout particulier, qui nécessite de les analyser distinctement des relations de l'Afrique avec le reste du monde.

Le second axe thématique, consacré aux **pensées africaines**, propose une approche réflexive de l'archéologie épistémologique de la pensée sur l'Afrique et de la pensée africaine classique.

Par une démarche diachronique et synthétique, il met l'emphase sur les grandes questions civilisationnelles et existentielles qui ont été mobilisées autour de « l'objet Afrique » par des penseurs européens et africains. Il se referme par un questionnement sur les modalités d'élaboration d'un modèle socio-scientifique capable d'émerger sur le sol culturel africain comme exigence épistémologique et comme voie d'accès au bien-être et à la plénitude, en articulation avec la **question du panafricanisme et de l'intégration régionale**.

Le troisième axe thématique traite de la **question du pouvoir et de sa dévolution** en Afrique. Si la démocratie est une injonction de l'extérieur, si dévoyée, de quel mode de gouvernement l'Afrique a-t-elle besoin ? Qu'en pensent réellement les Africains eux-mêmes ? Ce questionnement perspicace ne doit pas faire penser que l'état de la démocratie représente partout et particulièrement en Afrique une clé de lecture et d'analyse du fonctionnement des sociétés et un déterminant de leur stabilité et de leur harmonie. Si la démocratie est consacrée par le système hégémonique international comme le seul mode à partir duquel des acteurs, des organisations, des institutions définissent des règles et des pratiques pour l'accession et la conservation du pouvoir, elle est loin de répondre de manière satisfaisante aux valeurs intrinsèques et aux cosmogonies des Africains.

Elle fonctionne comme une greffe dont la prise est à géométrie variable. Comment combler le décalage entre les logiques de fonctionnement des institutions « modernes » et celles des sociétés africaines ? Comment les réinventer pour qu'elles soient plus légitimes ? Comment renforcer leur appropriation par la majorité des populations qu'elles sont censées représenter et incarner ?

Le quatrième axe thématique discute des conditions de possibilités et de réalisations des **futurs souhaitables dans une souveraineté transformatrice**. Selon les auteurs du présent Rapport, seul le projet de souveraineté populaire constitue l'alternative à la globalisation libérale.

En effet, le capitalisme mondial contemporain est une construction complexe d'États (des nations souveraines en principe), de peuples et de nations (qu'elles soient « homogènes » ou non) et de classes sociales définies par le conflit de répartition capital/travail, qui constitue le fondement du capitalisme.

Les conflits entre États et les luttes de classe s'entrelacent en une étroite relation d'interdépendance, effet de la manière dont les différents blocs dominants exploitent les possibilités dont ils disposent sur la scène internationale. La conclusion d'alliances mondiales des classes dominées, capables de créer une « alternative globale », est de ce fait confrontée à de sérieux obstacles dont nous proposons une analyse ici. Ces futurs souhaitables dans une souveraineté transformatrice doivent aussi répondre au défi démographique, puisqu'entre 2015 et 2050, la population africaine augmentera d'un milliard trois cents millions d'habitants (soit 50 % de l'accroissement démographique mondial qui sera de 2,4 milliards). Entre 2050 et 2100, l'Afrique sera responsable de la croissance démographique mondiale (128 %). À l'heure actuelle, sa population active (15-64 ans) augmente chaque année de 17,5 à 18 millions. En 2030, le nombre de nouveaux entrants sur le marché du travail s'établira aux alentours de 27 millions. De manière générale, la population active potentielle devrait doubler voire tripler dans 41 pays d'Afrique entre 2010 et 2050 pour atteindre 1,25 milliard. Face à ces tendances démographiques, le Rapport explorera la possibilité d'absorber cette force de travail croissante dans des emplois décents. Loin d'accréditer les prophéties sur la fin du travail, nous postulons un nouveau paradigme distributif, défi majeur à l'intersection de l'évolution démographique et des mutations technologiques contemporaines pour l'Afrique du XXIème siècle. Ces mutations impactent le quotidien des Africains en tant que consommateurs de contenus (soft) et de supports (hard). Mais en dehors de quelques projets et initiatives que l'on exhibe comme des succès des TIC en Afrique (M PESA au Kenya, Manobi au Sénégal...) on continue de chercher les véritables dynamiques productives qu'elles ont insufflées. Dès lors, le piège à éviter est d'en faire un nouveau mirage.

L'objectif principal du cinquième axe thématique est de proposer des **paradigmes, modèles, critères, indicateurs et modes de calcul adaptés aux contextes africains**. Ces méthodes et outils devront permettre de combiner de manière originale et novatrice le quantitatif et le qualitatif, et à jeter les bases d'un renoncement au principe de « penser global et agir local » s'il véhicule une colonisation de la connaissance justifiant la pensée et les stratégies décidées dans les centres de pouvoirs des pays développés aux fins de les reproduire dans les pays en développement. Mais à contrario, si la formule « penser global, agir local » peut-être interprétée comme signifiant une action initiée localement, à partir d'une pensée d'appartenance et de contribution à des dynamiques globales, nous la ferions nôtre.

Inventer de nouveaux instruments de mesure n'a pas vocation à s'inscrire dans une approche techniciste, ni à se détourner des questions sociales, politiques et économiques qui façonnent la vie des Africains. Au contraire, il s'agit de déplacer le regard, du dehors au-dedans, en débroussaillant de nouvelles sentes dans la mesure et la caractérisation des dynamiques populaires de l'économie réelle. Outre la réhabilitation d'un secteur socioéconomique d'initiatives entrepreneuriales écologiques, sociales et solidaires, l'objectif du RASA est d'alimenter les débats sur ce à quoi on accorde de la valeur, les finalités de la société, les orientations économiques et les engagements politiques que cela implique. Issus pour la plupart de la base de la pyramide, les acteurs de l'économie populaire savent trouver des offres adaptées. Ayant des histoires singulières, ils poursuivent des trajectoires non linéaires, nourrissent des ambitions qui méritent d'être étudiées, soutenues et amplifiées. Cela passe par la connaissance de leurs conditions de travail, leurs contraintes institutionnelles, logistiques, légales, sociétales et techniques.

RASA

Rapport Alternatif
Sur l'Afrique

S/C Enda TM - Complexe SICAP Point E
Avenue Cheikh Anta DIOP - Immeuble B
BP : 3370 Dakar
Tél. : (+221) 33 869 99 61
Email : sp@rasa-africa.org
Web : www.rasa.africa.org